



## **Chef adjoint de la division expertise et accompagnement légal F/H**

Paris 7e Arrondissement, 75, Paris, Île-de-France

Type de contrat	Niveau d'études
Titulaire, contractuel, militaire	Diplôme d'ingénieur, Master 2 ou titre équivalent de niveau Bac + 5
Prise de fonction souhaitée	Date limite de candidature
31/03/2025	-
Domaine professionnel	Niveau d'expérience
Juriste spécialisé en cybersécurité	Confirmé (5 à 10 ans d'expérience)
Rémunération	Avantages liés au poste
A définir selon expérience mensuel net A définir selon expérience annuel brut (selon expérience)	-
Contraintes particulières d'exercice	Télétravail
-	Oui

### **Descriptif de l'organisation**

Rejoindre l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), c'est mettre ses compétences au service de l'intérêt général en participant à une mission capitale, d'actualité et porteuse de grandes responsabilités dans un monde où la cybersécurité est devenue l'affaire de tous !

Au sein de la sous-direction Ressources, la division de l'expertise et de l'accompagnement légal (DEAL) accompagne, de façon transversale, les sous-directions et la direction pour la prise en compte des aspects juridiques et la sécurisation de l'ensemble des projets portés par l'Agence.

### **Descriptif des missions**

En qualité de chef(fe) adjoint de la division expertise et accompagnement légal, vous assistez le/la chef(fe) de division et facilitez le pilotage et la coordination des activités de la division.

En particulier, vous serez en charge de : • assister le/la chef(fe) de division pour :

- développer une vision d'ensemble des activités de la division dans le cadre de la stratégie de la fonction juridique de l'ANSSI, y compris au moyen de la supervision d'indicateurs pour en rendre compte à la hiérarchie ;
  - planifier et prioriser les actions à mener, en déclinaison de la stratégie ;
  - piloter les projets de la division, en lien avec les orientations stratégiques données par la hiérarchie ;
  - formaliser les processus internes de la division, capitaliser les informations ainsi que définir l'évolution des outils de partage de l'information et de pilotage de l'activité ;
  - gérer l'obtention et le suivi des ressources nécessaires aux activités de la division ;
- 
- représenter le/la chef(fe) de division ou la division lors des réunions de la sous-direction ou d'instances rassemblant les interlocuteurs de la division ;
  - contribuer en propre ou de piloter les dossiers confiés par le/la chef(fe) de division ;
  - veiller à la qualité des productions de la division ;
  - assurer l'intérim du/de la chef(fe) de division en son absence.

Contraintes et difficultés du poste : • Disponibilité importante, en raison de la charge de travail et des contraintes opérationnelles pour lesquelles la division intervient en soutien ;

- Grande variété de sujets et d'interlocuteurs.

## **Profil recherché**

Vous êtes diplômé(e) d'une formation universitaire de type Bac+5 ou équivalent en droit public. Vous exercez des responsabilités juridiques depuis 7 à 10 ans, idéalement dans une administration, avec une première expérience réussie en encadrement d'équipe ;

Vous avez des connaissances ou un intérêt pour le droit de la cybersécurité seraient un plus.

Compétences requises : • Connaissances de niveau expert en droit public (droit administratif, droit constitutionnel, droit public économique hors commande publique, droit européen) ;

- Encadrement d'équipe niveau maîtrise ;
- Organisation, pilotage et pédagogie ;
- Bonne pratique de l'anglais courant, tant à l'oral qu'à l'écrit.

Qualités attendues : • Sens des responsabilités et sens de l'Etat ;

- Force de conviction et rigueur juridique et professionnelle ;
- Capacité d'anticipation, de réactivité et d'adaptation ;
- Esprit de synthèse ;
- Sens du relationnel et travail en équipe ou en réseau.

## **Process de recrutement**

• Si votre candidature est présélectionnée, vous serez contacté(e) pour apprécier vos attentes et vos motivations au cours d'un entretien téléphonique ou physique.

- Des tests techniques pourront vous être proposés.
- Vous ferez l'objet d'une procédure d'habilitation.